

pour faire sa campagne. Il invitait partout le Premier-ministre, qui d'abord n'était pas de taille à lui faire face devant les foules, et qui en second lieu était affaibli par la maladie. M. Taillon fit une lutte vaillante, et négligea tellement ses intérêts dans Montréal-Est qu'il y fut vaincu. Mais il n'était pas le chef du gouvernement !

M. Mercier fut présent à quatre vingt dix-huit assemblées en plein air durant la période électorale.

Une faute capitale fit décidément pencher la balance contre le cabinet.

L'hon. M. Garneau, chef de l'une des maisons de commerce les plus florissantes de la Province et ancien ministre conservateur, s'était, après l'exécution de Riel, engagé à présenter une motion de blâme contre le Cabinet fédéral. A la suite de promesses non exécutées par Sir Adolphe Caron, il était plus qu'en froid avec lui. Tous deux représentaient le comté de Québec, l'un au parlement du Canada, l'autre dans la législature. M. Garneau ne désirait pas changer d'allégeance politique, au fond, mais il avait contracté un engagement et le voulait tenir jusqu'au bout. Fallait-il le combattre dans l'arène provinciale, à cause de la position qu'il avait prise sur l'affaire Riel ?

Sir Adolphe Caron se jeta avec passion dans l'affirmative. Le Cabinet provincial opinait dans le sens contraire. J'étais moi-même de l'avis des ministres de Québec. Le Col. Forsyth et moi fûmes en négociations jusqu'à la dernière minute avec M. Garneau qui se montrait très droit, très franc, mais très ferme. "Je suis conservateur, disait-il, mais j'avais donné ma parole de présenter une proposition de blâme contre le gouvernement de la Puissance, je l'ai fait et ne le regrette pas."

La plus élémentaire prudence voulait que nous ne fissions pas de lutte à M. Garneau, dans les circonstances. Sir Adolphe insista tellement et remua tant d'influences sur lesquelles il avait du contrôle, que nous dûmes céder.

M. Chapleau, qui vint à Québec pendant que nous débattions